



MAI  
2023

# Moldavie : un système politique sous tension

## Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine



Centre  
Russie/Eurasie

---

Florent PARMENTIER

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0721-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : La présidente moldave Maia Sandu lors d'une conférence de presse, février 2023 © Dan Morar / Shutterstock.com

### **Comment citer cette publication :**

Florent Parmentier, « Moldavie : un système politique sous tension.  
Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine »,  
*Russie.Eurasie.Visions*, n° 128, Ifri, mai 2023.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Russie.Eurasie.Visions***

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Visions* (anciennement *Russie.Nei.Visions*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en trois langues (français, anglais et russe). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

## **Auteur**

**Florent Parmentier** est docteur en science politique et géopolitologue. Depuis 2019, il est secrétaire général du Centre de recherches politiques de Sciences Po. Il est également chercheur associé au Centre de géopolitique de HEC. Ses recherches portent notamment sur l'Europe de l'Est postsoviétique (Moldavie, Ukraine) et ses relations avec l'Union européenne, la géopolitique russe, ainsi que sur des questions de prospective. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles consacrés à ces sujets, dont *When Empire Meets Nationalism: Power Politics in the US and Russia* (avec Didier Chaudet et Benoît Pélopidas, Ashgate, 2009) et *La Moldavie à la croisée des mondes* (avec Josette Durrieu, Non Lieu, 2019).

# Résumé

Élue présidente de la Moldavie au suffrage universel direct en novembre 2020, Maia Sandu a su obtenir une large majorité au Parlement à l'occasion des élections législatives anticipées de juillet 2021. Son projet de transformation interne de la Moldavie est étroitement lié à l'objectif de rapprochement de ce pays avec l'Union européenne. De ce point de vue, la guerre en Ukraine a joué un rôle d'accélérateur de l'histoire, puisque la République de Moldavie s'est vue reconnaître le statut de pays candidat à l'UE lors du Conseil européen du 23 juin 2022.

Parmi les obstacles présents sur ce chemin européen, les observateurs extérieurs ont porté jusqu'à présent une attention particulière aux facteurs extérieurs, liés notamment aux menaces hybrides de la Russie avec laquelle les relations se sont considérablement dégradées. Or, la capacité de transformation de la Moldavie se trouve également affectée par l'interaction entre facteurs extérieurs et internes, notamment dans la sphère politique.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LES CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME POLITIQUE MOLDAVE ..</b>	<b>6</b>
Origines du système de partis .....	6
Format et dynamiques du système de partis.....	7
Une dynamique locale particulière : la Gagaouzie .....	9
<b>LE LEADERSHIP DE MAIA SANDU À L'ÉPREUVE DU SYSTÈME POLITIQUE .....</b>	<b>12</b>
Le leadership de Maia Sandu : une personnalité toujours populaire mais clivante .....	12
Forces et limites du PAS et du camp pro-européen .....	14
Une opposition frontale à l'intégration européenne .....	17
Une opposition pour « simuler l'intégration européenne » ? ...	18
<b>PROSPECTIVE : TROIS SCÉNARIOS D'ÉVOLUTION DU SYSTÈME POLITIQUE MOLDAVE.....</b>	<b>21</b>
Continuité : un second mandat de Maia Sandu .....	21
Rupture : le renversement des pro-européens.....	22
Instabilité : cohabitation forcée entre Maia Sandu et une opposition renforcée.....	23
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>25</b>

# Introduction

Élue présidente de la Moldavie au suffrage universel direct en novembre 2020, Maia Sandu a su obtenir une large majorité au Parlement à l'occasion des élections législatives anticipées de juillet 2021. Son projet de transformation interne de la Moldavie est étroitement lié à l'objectif de rapprochement de ce pays avec l'Union européenne (UE). De ce point de vue, la guerre en Ukraine a joué un rôle d'accélérateur de l'histoire, puisque la République de Moldavie s'est vue reconnaître le statut de pays candidat à l'UE lors du Conseil européen du 23 juin 2022. Maia Sandu a pu ainsi bénéficier d'un succès diplomatique bienvenu dans un contexte de tensions croissantes avec la Russie et d'inflation particulièrement élevée, affectant le pouvoir d'achat des Moldaves et érodant leur confiance dans l'avenir.

Parmi les obstacles présents sur ce chemin européen, les observateurs extérieurs ont porté jusqu'à présent une attention particulière aux facteurs extérieurs, liés notamment aux menaces hybrides de la Russie, avec laquelle les relations se sont considérablement dégradées. Or, la capacité de transformation de la Moldavie se trouve également affectée par l'interaction entre facteurs extérieurs et internes, notamment dans la sphère politique.

Maia Sandu et son gouvernement sont-ils en capacité de réussir la transformation du pays, afin de passer de la reconnaissance du statut de candidat à celui d'État membre en devenir de l'UE ? Dans quelle mesure le fonctionnement du système politique, avec ses dynamiques et ses déficiences, peut-il affecter ce processus d'intégration européenne ? Pour répondre à ces questions, il convient tout d'abord de revenir sur les caractéristiques du système politique moldave, ses origines, son format et ses dynamiques. Ensuite, le leadership de Maia Sandu doit être appréhendé à travers la double promesse d'intégrité et de compétence qui lui est associée, avec l'appui du Parti Action et Solidarité (*Partidul Acțiune și Solidaritate*, ou PAS) et du camp pro-européen, face aux recompositions politiques et idéologiques de l'opposition. Enfin, nous proposons trois scénarios d'évolution du système politique à l'horizon 2025, entre continuité, rupture et instabilité.

# Les caractéristiques du système politique moldave

Caractériser un système politique revient à en comprendre les origines, le format et les dynamiques de la compétition entre les différents partis et acteurs politiques. Le cas de la Gagaouzie, une région autonome au sud de la Moldavie, sera également abordé.

## Origines du système de partis

Le système de partis moldave est le fruit du processus de décomposition de l'URSS et de l'indépendance en 1991. À la différence de la Roumanie voisine ou d'autres pays centre-européens, la Moldavie ne connaît pas de partis « historiques » qui auraient retrouvé leur existence après une parenthèse soviétique de plusieurs décennies.

Les lignes de clivages apparaissent donc, à l'époque, selon trois modalités. Le premier clivage, culturel et géopolitique, oppose les partisans d'un rapprochement avec la Roumanie, dans le prolongement des mouvements populaires sous la *Perestroïka*, et ceux qui souhaitent des relations approfondies avec la Russie. C'est à ce titre qu'Oleg Serebrian, politologue et homme politique, a pu utiliser l'expression de « partis géopolitiques<sup>1</sup> » pour décrire la situation politique de la Moldavie. Schématiquement, la droite est plutôt favorable à Bucarest et la gauche du spectre politique moldave se sent davantage d'affinités avec Moscou. Les centristes mettent au contraire l'accent sur l'identité moldave comme bien commun, à même de garantir l'équilibre des différents groupes ethno-culturels<sup>2</sup>. Cela ne signifie pas pour autant que les votes se font principalement selon des critères ethniques (l'âge, le patrimoine ou l'urbanité sont également à prendre en compte dans l'analyse).

Un deuxième clivage, économique, confronte les tenants d'une transformation plus rapide vers l'économie de marché, puis d'un

---

1. Cité par I. Botan, « Partidele și democratizarea Republicii Moldova » [Les partis et la démocratisation de la République de Moldavie], 3 décembre 2008, note de bas de page 10, disponible sur : [www.e-democracy.md](http://www.e-democracy.md).

2. Selon l'institut de sondage indépendant iDATA, une enquête de mars 2023 montre que l'union avec la Roumanie rassemble 33,5 % d'opinion favorable, alors que 59,3 % y sont hostiles. À la question « vous, personnellement, vous sentez-vous culturellement plus proche de la Roumanie ou de la Russie ? », 31,4 % de la population se sent proche de la Roumanie, 21,8 % de la Russie et 44 % ni de la Roumanie, ni de la Russie.

système plus libéral et adapté aux exigences de la mondialisation, et ceux qui sont en faveur d'une politique de redistribution géographique et sociale plus active, notamment en ce qui concerne les zones rurales et des retraités. La transition économique vers l'économie de marché a été particulièrement difficile en Moldavie, avec un effondrement du niveau de vie, des structures productives et une émigration massive de la force de travail.

Un troisième clivage, post-matérialiste, met en tension les partisans des valeurs traditionnelles (modèle traditionnel de la famille, ordre) avec les tenants des valeurs de tolérance, d'égalité et de liberté d'expression, les premiers étant les plus nombreux<sup>3</sup>. De fait, ils peuvent s'appuyer sur l'Église orthodoxe de Moldavie, l'institution – dépendante du patriarcat de Moscou – dans laquelle les Moldaves ont le plus confiance. Elle plaide pour la défense des valeurs traditionnelles et entretient généralement des relations étroites avec des partis pro-russes (Parti des communistes, Parti des socialistes)<sup>4</sup>. *A contrario*, on peut constater qu'aucun parti de tendance écologiste, ou faisant de l'approfondissement du libéralisme culturel en Moldavie une priorité en soi, n'est devenu parlementaire.

Le système de partis n'est toutefois pas homogène dans l'ensemble de l'espace moldave : il convient, par exemple, d'observer que le système de partis en Transnistrie, région séparatiste, s'est développé selon des logiques propres et différentes du reste de la Moldavie, en lien avec l'omniprésente entreprise Sheriff. Cette dernière, qui appartient à l'oligarque Victor Gusan, soutient le parti *Obnovlenie* (Renouveau) et détient plusieurs médias. Quant à l'unité territoriale autonome de Gagaouzie, elle connaît des débats politiques parfois divergents du reste de la République, comme nous le verrons plus loin.

## Format et dynamiques du système de partis

Le format d'un système de partis dépend essentiellement de deux éléments : le nombre de partis en concurrence et la taille respective de ces partis, en fonction du nombre de leurs électeurs et du nombre de sièges au Parlement. La vie politique moldave, parlementaire et

---

3. À titre d'exemple, un sondage de l'institut iDATA de février 2023 montre que 88,1 % des Moldaves sont personnellement contre la légalisation du mariage entre personnes du même sexe, et 92,2 % sont contre la légalisation de la consommation de cannabis récréatif.

4. K. Calus, « The Russian Hybrid Threat Toolbox in Moldova: Economic, Political and Social Dimension », *Hybrid CoC Working Paper*, n° 23, avril 2023.



pluripartite, a connu plusieurs configurations depuis son indépendance, ainsi que plusieurs modes de scrutin<sup>5</sup>.

Depuis juillet 2021, le parti présidentiel rassemble à lui seul derrière Maia Sandu une majorité de sièges, situation comparable à la période entre 2001 et 2009 lorsque le Parti des communistes comptait une majorité de parlementaires derrière le président Vladimir Voronine. À d'autres moments, notamment au cours des années 1990 et 2010, les élections ont amené des coalitions à gouverner, ce qui a posé des problèmes de continuité et d'efficacité de l'action publique, tout en assurant une représentativité réelle des partis<sup>6</sup>.

Depuis l'indépendance, la volatilité des partis politiques a été très forte. En d'autres termes, un certain nombre de partis ont connu un destin parlementaire et joué un rôle central dans diverses coalitions, avant de disparaître. La loi sur les partis politiques, amendée en 2020, dispose que les partis souhaitant s'enregistrer doivent compter au moins 1 000 membres. Ce ne sont pas moins de vingt partis, deux blocs électoraux et un candidat indépendant qui ont participé aux élections de juillet 2021. Il en va de même pour les diverses coalitions au pouvoir que la Moldavie a connues, nombreuses au cours des années 1990 et 2010. Si beaucoup de partis sont apparus après 1991, peu en revanche sont devenus parlementaires<sup>7</sup>.

Sur les trente années écoulées, en dépit de quelques crises majeures, les transitions politiques se sont déroulées pacifiquement. La crise d'avril 2009 consécutive à des élections législatives avait vu l'incendie du Parlement, la contestation des résultats et la dénonciation de fraudes électorales. Cependant, elle avait été résolue par de nouvelles élections législatives permettant l'alternance, sans achat de votes au Parlement ou coup d'État. À ce jour, ces événements n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires. Il en est allé de même lors de la crise de juin 2019, lorsque la Moldavie a compté simultanément deux gouvernements pendant une semaine : l'un dirigé par Pavel Filip sous l'influence du Parti démocrate dominé par l'oligarque Vlad Plahotniuc, l'autre constituant une coalition singulière entre le Parti des socialistes d'Igor Dodon et le PAS de Maia Sandu, qui est alors devenue Première ministre. Ainsi, le politologue Lucan Way a pu considérer la Moldavie

---

5. Les modes de scrutin ont une influence importante sur la configuration du système de partis. En juillet 2021, un mode de scrutin proportionnel a remplacé un mode mixte (moitié des postes de députés attribués à la proportionnelle, moitié par circonscription), avec un seuil de 6 %.

6. Il faut noter que les élections ont permis l'arrivée de 40 femmes parmi les 101 députés au Parlement en juillet 2021. Les principales minorités sont représentées au Parlement, y compris un député Rom du PAS, Radu Marian.

7. En 2010 et en 2014, cinq partis sont devenus parlementaires ; en 2019, quatre partis, et trois (un bloc et deux partis) en 2021.

comme étant un cas de « pluralisme par défaut<sup>8</sup> », dans lequel des partis faibles, des institutions étatiques fragiles (en termes de coercition et de contrôle économique) et une identité nationale divisée contribuent au maintien du pluralisme politique dans l'après-guerre froide.

Le système politique a été profondément affecté par différentes affaires financières, de corruption et de dérives oligarchiques. L'ancien Premier ministre Vlad Filat, espoir européen du début des années 2010, a dû démissionner en 2013 pour des faits de corruption. Un an plus tard, le « casse du siècle », ou scandale du milliard volé (représentant l'équivalent de 12 % du produit intérieur brut), voit le détournement de trois banques (Banca de Economii, Unibank et Banca Socială) par plusieurs hommes politiques et oligarques (les anciens Premiers ministres Vlad Filat et Iurie Leanca, les oligarques Ilan Shor et Vladimir Plahotniuc). En 2018, le Parlement européen considère explicitement la Moldavie comme un « État capturé<sup>9</sup> ». Depuis, les procédures judiciaires contre les auteurs présumés du détournement ont traîné. Après la crise de 2019, les oligarques Vladimir Plahotniuc et Ilan Shor sont contraints de partir en exil, sans renoncer à jouer un rôle politique. L'adoption de sanctions contre ces deux protagonistes par les États-Unis en octobre 2022, suivies du Royaume-Uni en décembre 2022 et de l'UE en avril 2023, ont pour objet de lutter contre la corruption et l'influence malveillante de la Russie, sources de déstabilisation du pays.

## Une dynamique locale particulière : la Gagaouzie

L'unité territoriale autonome de Gagaouzie, située au sud de la Moldavie, regroupe une population de 134 000 habitants (soit environ 5 % du pays), majoritairement Gagaouzes (peuple turcophone orthodoxe), mais dont la population est plus diversifiée qu'il n'y paraît<sup>10</sup>. Cette région avait envisagé de faire sécession au début des

---

8. Voir L. Way, « Pluralism by Default in Moldova », in *Pluralism by Default: Weak Autocrats and the Rise of Competitive Politics*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2016, p. 92-114.

9. Résolution du Parlement européen du 14 novembre 2018 sur la mise en œuvre de l'accord d'association de l'UE avec la Moldavie (2017/2281(INI)), 14 novembre 2018, disponible sur : [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu).

10. La présence des Gagaouzes dans la région est due à un échange de populations en 1828 entre le tsar russe Alexandre 1<sup>er</sup> et le sultan ottoman Mahmoud II. Pour cette raison, ainsi qu'une méfiance vis-à-vis de la Roumanie, cette population souvent mêlée aux Bulgares se caractérise par des sentiments très positifs envers la Russie. Le territoire est composé de 82,3 % de Gagaouzes, contre 6,2 % de Bulgares, 4,5 % de Russes, 4,4 % de Moldaves, 2,5 % d'Ukrainiens et 0,5 % d'autres nationalités. Au-delà de l'auto-identification ethnique,

années 1990, avant de trouver un compromis politique en 1994, le pouvoir central lui accordant une autonomie. Les autorités de Comrat accusent cependant régulièrement celles de Chisinau de vouloir limiter leurs droits.

La campagne électorale pour les élections du gouverneur (Bashkan), qui ont eu lieu le 30 avril et le 14 mai 2023, a participé à une nouvelle dégradation des relations entre les autorités moldaves et russes<sup>11</sup>. En effet, le chef du Tatarstan Roustam Minnikhanov s'est vu refuser l'entrée sur le territoire moldave le 17 avril, où il souhaitait se rendre à l'invitation du candidat local pro-russe Victor Petrov et du député du Parti des socialistes Alexandre Soukhodolski<sup>12</sup>. Les autorités moldaves ont dénié l'accès à ce responsable russe en lui demandant de ne pas s'ingérer dans les affaires internes du pays, ce qui a entraîné en représailles l'interdiction d'accès au territoire russe pour certains membres du PAS<sup>13</sup>.

Pour succéder à l'ancienne Bashkan (gouverneur de Gagaouzie) Irina Vlah, les deux candidats arrivés en tête, Grigorii Uzun (26,43 %), du Parti des socialistes de l'ancien président Dodon, et Eugenia Gutsul (26,41 %), soutenue par le parti Shor, se positionnent favorablement vis-à-vis de la Russie. Eugenia Gutsul a pu faire venir des stars de la pop russe, Filip Kirkorov et Nikolai Baskov. Les autres candidats n'ont pas été en reste en la matière<sup>14</sup>. Le taux de participation, de 57,8 %, est suffisant pour garantir la validité du vote.

---

l'identité se définit aussi à travers la langue utilisée au quotidien, où l'on observe que le russe gagne du terrain. À la maison, 67,8 % parlent le russe et le gagaouze, 14,7 % uniquement la langue russe, contre moins de 1 % uniquement en roumain. En termes d'appartenance, 87,3 % s'identifient comme des citoyens moldaves, 83,3 % comme Gagaouzes, 61,1 % comme faisant partie du monde russe, 52 % à la culture moldave et 39 % du monde turc. En revanche, peu de Gagaouzes se sentent une affinité avec l'UE et la Roumanie. « Analiză etno-lingvistică a populației din UTA Găgăuzia » [Analyse ethno-linguistique de la population de l'unité territoriale autonome de Gagaouzie], 28 avril 2023, disponible sur : <https://mailchi.mp>.

11. Les relations russo-moldaves ont changé après l'invasion de l'Ukraine le 22 février 2022. Chisinau a condamné l'action des autorités russes, gelé les contacts avec la Russie à tous les niveaux, à l'exception des ambassadeurs, et a également soutenu la création d'un tribunal international pour enquêter sur les actions de l'armée russe dans le pays voisin. Voir V. Solov'ev, « Otnošenija huže est' kuda » [Les relations peuvent encore empirer], *Kommersant*, 29 avril 2023, disponible sur : [www.kommersant.ru](http://www.kommersant.ru).

12. V. Solov'ev « Neždanno-nev'ehanno » [Soudain, de façon inattendue], *Kommersant*, 17 avril 2023, [www.kommersant.ru](http://www.kommersant.ru).

13. « Oazu Nantoi, reacție la interdicția de a mai merge în Federația Rusă » [Oazu Nantoi, réaction à l'interdiction d'aller en Fédération de Russie], *stiri.md*, 25 avril 2023, disponible sur : <https://stiri.md>.

14. Victor Petrov, qui a terminé à la troisième place, a fait campagne pour un rapprochement des relations avec la Russie, la reprise des relations gazières avec Moscou, avec des positions contre l'OTAN, la Roumanie et l'UE. L'ancien Bashkan Mikhaïl Formuzal et Sergeï Cimpoesh ont soutenu le référendum consultatif de 2014 sur l'adhésion à l'Union douanière

Au second tour, la victoire d'Eugenia Gutsul avec 52 % des voix (54,6 % de participation), encore inconnue il y a trois mois, confirme une évolution locale divergente du reste de la Moldavie. Malgré un recours du gouvernement, son élection a bien été validée, possiblement par crainte de déstabilisation au sein de la Gagaouzie à quelques jours de l'accueil de la Communauté politique européenne en Moldavie<sup>15</sup>. Les accusations émises par le Centre anti-corruption de fraudes électorales et de corruption n'ont pu être documentées, ce qui fait de la Bashkan Gutsul la représentante de la Gagaouzie auprès du gouvernement moldave. Le second tour montre également une recomposition de l'opposition eurosceptique, sur laquelle il convient de s'attarder.

---

eurasiatique (rassemblant la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan). L'ancien maire de Comrat (2004-2014), Nicolai Dudoglo, a pour sa part refusé d'admettre que la Russie était l'agresseur dans la guerre en Ukraine. Par contraste, Sergeï Cernev, seul candidat à plaider ouvertement pour de bonnes relations avec les autorités moldaves et Bruxelles, a terminé à la dernière place, tandis que le PAS n'était en mesure de soutenir aucun candidat localement.

15. Entretien avec un expert moldave travaillant pour un *think tank* lituanien et moldave, Chisinau, mai 2023.

# **Le leadership de Maia Sandu à l'épreuve du système politique**

La République de Moldavie est un régime parlementaire dont le président est élu au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. Ce dernier désigne, après consultation avec le Parlement, le Premier ministre, qui doit être approuvé avec son gouvernement par un vote de confiance du Parlement dans les quinze jours. Tirant sa légitimité de son élection, la Présidente Sandu doit exercer ses qualités de leadership afin de répondre aux multiples défis et aux attentes élevées de la population. Sa capacité d'action repose beaucoup sur un parti du pouvoir puissant au niveau national, face à une opposition divisée et en recomposition.

## **Le leadership de Maia Sandu : une personnalité toujours populaire mais clivante**

La présidente Maia Sandu, née en 1972, a un profil de technocrate : économiste de formation, elle est passée par la Banque mondiale. Rentrée en politique en 2012 avec l'équipe pro-européenne de Vlad Filat, dans le gouvernement duquel elle a été ministre de l'Éducation, elle s'est signalée par sa détermination à lutter contre la corruption. C'est en 2016 qu'elle crée son propre parti afin de porter des aspirations de changement.

Après une première tentative à l'élection présidentielle de 2016, où elle échoue au second tour face à Igor Dodon (47,9 %), elle prend sa revanche quatre ans plus tard avec 57,7 % des suffrages. Elle est parvenue à convaincre l'opinion grâce à une double promesse, d'intégrité (responsabilité politique, lutte anti-corruption) et de compétence (efficacité). Elle a su créer un lien particulièrement fort avec l'électorat de droite et centriste, une partie de la gauche ainsi qu'avec la diaspora, dont le poids est croissant (93 % des 262 000 votants de l'émigration ont voté pour elle au second tour de l'élection

en novembre 2020)<sup>16</sup>. Elle rencontre en revanche une opposition de plus en plus forte au sein du segment pro-russe de l'opinion, bien au-delà de la seule Gagaouzie.

À la faveur de la guerre en Ukraine, Maia Sandu a su instaurer des relations beaucoup plus étroites avec les dirigeants internationaux, notamment à la suite de l'accueil des réfugiés ukrainiens en mars 2022, renforçant une tendance préalablement observée. Elle a clairement affirmé son soutien à l'Ukraine, sans ambiguïté, comme elle en a témoigné en mai 2022 au Parlement européen<sup>17</sup> ou lors de la visite à Boutcha pour la commémoration de l'année de la découverte du massacre en mars 2023<sup>18</sup>. L'accueil de la Communauté politique européenne en juin 2023 est clairement le résultat de cet activisme diplomatique.

Sur le plan intérieur, Maia Sandu a remplacé sa Première ministre Natalia Gavrilita, avec laquelle la relation de travail s'était dégradée, par Dorin Recean, à la suite d'un discours dénonçant un risque de coup d'État soutenu et organisé par la Russie<sup>19</sup>. La première a un profil d'économiste proche de celui de Maia Sandu, quand le second était le conseiller défense et sécurité nationale de la présidente, et secrétaire du Conseil suprême de sécurité de la Moldavie (février 2022-février 2023). La nomination de cet ancien ministre de l'Intérieur de Vlad Filat et Iurie Leanca (2012-2015) traduit une évolution des priorités. Aussi, Maia Sandu et Dorin Recean ont construit une relation de confiance qui remonte à leur présence conjointe dans le gouvernement Filat<sup>20</sup>. N'étant pas membre du PAS lui-même, Dorin Recean a eu plus de mal à convaincre les membres du parti, mais ses

---

16. La composition de cette diaspora qui a souhaité s'impliquer lors du dernier scrutin présidentiel se trouve en grande partie ressortissante d'un pays de l'Union européenne, urbaine et détentrice d'un passeport roumain. En dehors de la diaspora, l'avance de Maia Sandu sur son concurrent n'aurait été que de 27 000 voix. Le candidat vaincu Igor Dodon a qualifié ce vote de la diaspora d'« électorat parallèle ». Voir S. Hernandez, « Moldova's Diaspora Flexes its Political Muscles », *The Atlantic Council*, 4 décembre 2020, disponible sur : <https://www.atlanticcouncil.org>.

17. « Nous soutenons la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine comme nous l'avons toujours fait. La Crimée est en Ukraine. Le Donbass est en Ukraine. Kiev est en Ukraine. Et ils le resteront toujours ». « "La Moldavie a sa place dans de l'UE", déclare la Présidente Maia Sandu », Parlement européen, 18 mai 2022, disponible sur : [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu).

18. « Humanity Should Remember Every Ukrainian City, Which Heroism, Resilience Give a Future to All Who Value Life – President on the Occasion of the Anniversary of Bucha De-occupation », Présidence de l'Ukraine, 31 mars 2023, disponible sur : [www.president.gov.ua](http://www.president.gov.ua).

19. « Le plan de Poutine pour prendre la Moldavie », *Le Grand Continent*, 13 février 2023, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

20. La personnalité politique de Maia Sandu s'est construite en opposition à Vlad Plahotniuc. Quant à Dorin Recean, né en 1974, il est un temps revenu dans le secteur privé avant d'effectuer son retour auprès de Maia Sandu dans une position officielle. Il n'a pas été touché par les enquêtes de corruption concernant Vlad Filat et Vlad Plahotniuc.

talents de manager sont reconnus (alors que Maia Sandu est reconnue pour ses qualités de leader politique).

La question est à présent pour elle d'éviter le « piège du gorbatchévisme » : être populaire à l'extérieur de ses frontières, du côté des États-Unis et des Européens, mais beaucoup plus contestée en interne. Pour le moment, elle semble bénéficier d'une aura bien plus grande que ses concurrents.

## Forces et limites du PAS et du camp pro-européen

Le PAS est aujourd'hui le principal parti de Moldavie, fort de 63 députés sur les 101 du Parlement moldave, même s'il reste faiblement institutionnalisé. Annoncée par Maia Sandu en décembre 2015, la création de ce parti de centre-droit est effective en mai 2016, sous le regard hostile de l'oligarque Vlad Plahotniuc<sup>21</sup> et avec l'aide discrète de l'International Republican Institute<sup>22</sup>, qui disposait à l'époque des principaux leviers de pouvoir. Le parti devient rapidement membre associé du parti populaire européen, sous l'influence de la CDU d'Angela Merkel. Derrière la locomotive Maia Sandu, le PAS devient une organisation électorale efficace au niveau national, conquérant la présidence en novembre 2020 et la majorité parlementaire en juillet 2021, mais son implantation au niveau local est plus faible<sup>23</sup>. Igor Grosu, l'actuel président du Parlement, en est aujourd'hui le président. En observant les chiffres d'intentions de vote à la présidentielle<sup>24</sup>, on constate que Maia Sandu est bien la locomotive de son parti, et non l'inverse.

La question de l'unité d'un parti au pouvoir est essentielle pour que Maia Sandu puisse réussir son processus de transformation de la Moldavie. L'existence d'une large majorité peut encourager les forces

---

21. Vladimir Plahotniuc, né en 1966, est un homme politique, homme d'affaires et oligarque moldave. Ancien député et premier vice-président du Parlement (2010-2013) et chef du Parti démocratique de Moldavie (2016-2019), il a été considéré comme l'homme le plus influent du pays, contrôlant différentes institutions clés, avant de devoir fuir la Moldavie en 2019. De nombreuses personnes ayant travaillé avec lui ont fait l'objet de destitutions ou de limogeages.

22. J. Repishti et J. Clausen, « IRI Marks 20 Years in Moldova: Part II », International Republican Institute, 5 avril 2023, disponible sur : <https://www.iri.org/>.

23. Lors des élections municipales d'octobre 2019, sur les 898 maires du pays, 191 étaient du parti démocrate, 124 du parti des socialistes, 82 du bloc PAS et du parti Dignité et vérité, 26 du parti libéral-démocrate et 13 du parti Shor.

24. D'après une étude iDATA de mars 2023 portant sur un échantillon de 1 065 personnes, si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche, 29,4 % des voix se porteraient sur Maia Sandu, 17,6 % pour Igor Dodon, 9,2 % pour Ilan Shor, 7,2 % pour Ion Ceban, 5,4 % pour Ion Chicu, 3,1 % pour Irina Vlah, 1,7 % pour Renato Usatii, 0,9 % pour Vladimir Voronine et 0,5 % pour Igor Munteanu. Elle dispose dans tous les cas d'une confortable avance pour le second tour, sachant que la diaspora n'est ici pas prise en compte.

centrifuges au sein d'un mouvement politique. Or, si le groupe s'est constitué autour de loyalistes attachés au rapprochement européen et à la personnalité de Maia Sandu, il s'est élargi, par nécessité mais avec prudence. Dans ce nouveau parti, certains ne se sont rencontrés pour la première fois qu'au Parlement, après leur élection. Cette inexpérience peut expliquer certains comportements parfois erratiques avec une distorsion de la perception du fonctionnement démocratique du parti. Des divisions internes apparaissent, sans que des factions ne se fassent jour officiellement. Ces différences peuvent être fluides et ne sont pas nécessairement de nature idéologique, mais avoir pour enjeu l'accès aux positions de pouvoir et aux ressources.

La figure d'Andrei Spînu, ancien ministre des Infrastructures et du Développement régional (2021-2023), poste qui permet de définir la politique en matière d'appels d'offres, a pu susciter des controverses, son nom étant associé à des placements dans plusieurs paradis fiscaux<sup>25</sup>. De même, les modalités de prix et de procédures de la conclusion du contrat d'approvisionnement avec Gazprom font l'objet d'interrogations. Institutionnellement, les questions énergétiques sont dorénavant séparées des questions d'infrastructures. Ne pouvant retrouver son poste de député pour des raisons institutionnelles<sup>26</sup>, il est devenu secrétaire général de la présidence de la République, poste important pour s'assurer du bon fonctionnement du bureau présidentiel et de la coordination des activités, après avoir été secrétaire général du PAS (lui assurant la possibilité à l'époque de choisir les candidats). Ses défenseurs insistent sur le fait qu'il a pu jouer un rôle de « paratonnerre<sup>27</sup> » de la majorité. Travaillant plus étroitement avec 15 à 20 députés, il ne peut s'opposer frontalement à la présidente mais dispose d'un groupe clé pour la stabilité du PAS.

Entre les loyalistes et le groupe autour de Spînu se trouve un « marais » (*Mlaștină*)<sup>28</sup>, dans lequel on peut retrouver des personnalités comme Sergiu Litvinenco, l'ancien ministre de la Justice (2021-2023) – et où les influences restent fortes<sup>29</sup> du fait du manque de transparence dans les processus de nomination des juges – ou Olesea Stamate, autre ancienne ministre de la Justice (de juin à novembre 2019). Le système judiciaire, garant du bon fonctionnement d'une démocratie, fait face à nombre de défis non résolus en dépit des

25. « Andrei Spînu », Rise Moldova, consulté le 14 mai 2023, disponible sur : <https://profiles.rise.md>.

26. L'article 69 de la Constitution stipule que le mandat de député cesse en cas de démission ; or, tout député doit démissionner de son mandat pour devenir ministre, sans moyen de revenir au Parlement.

27. Entretien avec un député PAS du Parlement moldave, Chisinau, avril 2023.

28. Entretien avec le directeur d'un *think tank* moldave, Chisinau, avril 2023.

29. Sur les avancées et les difficultés de la réforme de la justice, voir D. Cenusă, « Moldova. Nations in Transit », Freedom House, mai 2023.



attentes des partenaires internationaux et des bailleurs de fonds<sup>30</sup>. En particulier, les nominations à motivation politique, l'influence sur les décisions judiciaires, la corruption, l'insuffisance des ressources (humaines et financières), les retards, le manque d'indépendance et de transparence compromettent l'état de droit, érodent la confiance des citoyens et entravent le fonctionnement efficace du secteur de la justice. Ainsi, la réforme de la justice impliquant des mesures dites de « *vetting* » et de « *pre-vetting* » (processus d'évaluation, de vérification et de sélection des juges et des magistrats afin de garantir leur intégrité, leur compétence et leur impartialité)<sup>31</sup> a fait l'objet de nombreux débats.

Au-delà du PAS, on retrouve parmi les partis pro-européens la *Coaliția pentru Unitate și Bunăstare* (Coalition pour l'unité et le bien-être, CUB), affilié au groupe ALDE. Son leader, l'ancien diplomate et expert Igor Munteanu, propose une alternative plus libérale, plus unioniste, d'intégration de la Moldavie au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord que le PAS<sup>32</sup>. Pour l'heure, le parti, fondé en novembre 2022, est en cours de structuration et entend recueillir les suffrages des déçus du PAS et des partisans d'une union avec la Roumanie.

Ainsi, à court et à moyen terme, Maia Sandu et le PAS n'ont pas de concurrent crédible à l'extérieur du parti susceptible d'égaliser son niveau de popularité. Le processus de transformation de l'État qu'elle a impulsé est en marche mais les résistances politiques, en particulier de la part des élites politiques ou des intérêts établis, ainsi que la faiblesse institutionnelle (notamment en matière d'expertise et de ressources humaines) pèsent sur l'efficacité de son action. Toutefois, un éparpillement des voix à droite et au centre pourrait limiter la capacité du PAS à disposer d'une majorité confortable.

---

30. Parmi les problématiques importantes pour les bailleurs internationaux, on retrouve la problématique des biens mal acquis, qui se réfère à la situation où des dirigeants politiques ou des fonctionnaires corrompus détournent des fonds publics ou acquièrent illégalement des biens et des avoirs. Pour y faire face, la Moldavie a besoin de mesures efficaces de prévention, de détection et de répression de la corruption. Cela implique de renforcer les institutions anti-corruption, d'améliorer la transparence et la responsabilité dans la gestion des fonds publics et de poursuivre les enquêtes sur les cas de biens mal acquis. Par ailleurs, les pays étrangers peuvent contribuer en gelant et en récupérant les avoirs illicites détenus à l'étranger, en fournissant une assistance technique et en partageant des informations sur les flux financiers suspects.

31. « Avis conjoint de la Commission de Venise et de la Direction générale des droits de l'homme et de l'État de droit (DGI) du Conseil de l'Europe sur le projet de loi sur la cour suprême de Justice », Commission de Venise, Avis No. 1100/2022, 21 octobre 2022, disponible sur : <https://www.venice.coe.int/>.

32. Entretien avec le président du CUB, Chisinau, avril 2023.

## Une opposition frontale à l'intégration européenne

Deux groupes parlementaires, celui du bloc socialiste et communiste, ainsi que le parti Shor, jouent le rôle de groupes eurosceptiques. La guerre en Ukraine redistribue largement les positionnements politiques, pour des partis qui ont parfois oscillé entre une politique multivectorielle (comparant les avantages à développer les relations avec l'UE et la Russie simultanément) et une politique beaucoup plus favorable à la Russie.

Le premier groupe est le bloc des socialistes et des communistes, deux partis qui ont longtemps été rivaux au sein du segment pro-russe de l'électorat. Ils ont obtenu 32 députés dans une répartition des postes qui a clairement avantagé le parti des communistes. En dépit du contexte inflationniste, ce bloc ne parvient pas à engranger un plus large soutien. Son leader, Igor Dodon<sup>33</sup>, a dû un temps s'éloigner de la direction du parti, avant d'y revenir probablement contre la volonté de Moscou, faute d'un leadership de substitution. En outre, contrairement à l'époque où Igor Dodon était président, il doit à présent opérer avec un financement moindre, ne recevant plus les mêmes subsides ni en provenance de l'État, ni de la Russie, ni même de Plahotniuc, du fait de se trouver dans l'opposition. Le Parti des communistes, majoritaire entre 2001 et 2009, peine à se renouveler, à l'image de son leader, l'ancien président Voronine. En l'absence (momentanée) d'Igor Dodon, le bloc a perdu son dynamisme, sa vision, les différentes factions en son sein s'observant sans pouvoir clarifier les positions politiques. Par conséquent, face à un électorat désorienté, la perte de députés, de maires ou d'exécutifs régionaux pourrait continuer, principalement au bénéfice du parti Shor.

Le parti Shor, doté de six députés, est aujourd'hui perçu comme le parti d'opposition le plus dynamique. Pour une large partie de l'opinion, ce parti reste toutefois toxique en raison de la corruption et des soupçons de liens avec les autorités russes, mais l'acceptation de ce parti au sein de l'électorat russophone pourrait augmenter<sup>34</sup>. Son fondateur, Ilan Shor<sup>35</sup>, est un homme d'affaires et politique

---

33. Né en 1975, Igor Dodon a été président de 2016 à 2020, après une carrière qui l'a amené à être plusieurs fois député et ministre. D'abord membre du Parti des communistes, il rejoint le parti des socialistes en 2011. Ne disposant pas de majorité, proche de la Russie, son mandat a été marqué par plusieurs oppositions avec le Parlement, et il fait l'objet depuis de poursuites judiciaires qui sont en cours.

34. Entretien avec le directeur exécutif d'un *think-tank* moldave, avril 2023.

35. Ilan Shor, né à Tel Aviv en 1987, est un oligarque moldave, marié à la chanteuse russe Jasmin. Maire de la ville moldave d'Orhei de 2015 à 2019, il est élu député en 2019. Il fait partie des bénéficiaires du scandale dit du « milliard volé » de 2014. Il est devenu une figure de l'opposition, avec des liens étroits avec la Russie.

controversé, impliqué dans le scandale du milliard volé en 2014. Ce dernier étant exilé en Israël, il a été démis de ses fonctions de député en avril 2023. Il a été condamné en 2017 à 7,5 ans de prison pour blanchiment d'argent et détournement en première instance, et à 15 ans en 2023 par la cour d'appel. Dirigé localement par Marina Tauber, le parti Shor est impliqué dans l'organisation des manifestations contre le pouvoir en place (gouvernement comme présidente, à partir de septembre 2022) avec le soutien financier de la Russie. Il apparaît donc comme un nouveau « projet du Kremlin » et est à ce titre sous la menace d'une suspension, avec un risque inhérent de victimisation politique. C'est l'une des raisons pour laquelle les leaders de ce parti ont annoncé la création d'un « Mouvement pour le peuple », à même de participer à une reconfiguration large de l'opposition : déjà, plusieurs défections des socialistes et communistes ont eu lieu au bénéfice de cette nouvelle structure<sup>36</sup>. Le positionnement de ce parti est volontiers populiste, utilisant des slogans sociaux à destination des classes les plus défavorisées de la société (retraités, habitants des zones rurales, etc.), et s'appuie sur une chaîne de magasins à destination des plus vulnérables, Merishor<sup>37</sup>.

## Une opposition pour « simuler l'intégration européenne » ?

Formellement, la Moldavie a été gouvernée par des mouvements pro-européens entre 2009 et 2019. Pour autant, les progrès concrets vers l'UE ont été limités, dans la mesure où les réformes internes n'ont pas été à la hauteur des attentes de partenaires.

Le Parti démocrate a été l'incarnation de ce positionnement européen : il a participé aux différentes coalitions au pouvoir entre 2009 et 2019. C'est un parti ancien dans le champ politique moldave, puisqu'il a été fondé en 1997 en tant que « Mouvement pour une Moldavie démocratique et prospère » par Dumitru Diacov, ancien président du Parlement de 1997 à 2001. Devenu parti démocrate de Moldavie en 2000, il obtient 13 sièges lors des élections législatives de juillet 2009, puis remporte des sièges dans toutes les élections législatives jusqu'en 2019. Membre de l'Internationale socialiste et associé au Parti socialiste européen, il a accueilli l'oligarque Vlad Plahotniuc en son sein comme vice-président en 2012, puis comme président en 2016 jusqu'en 2019. L'arrivée aux responsabilités du

36. À titre d'exemple, les députés du PSRM Alexandre Nesterovschi et Irina Lozovan ont choisi de migrer vers le mouvement pour le peuple.

37. « While the Government Makes Shows, We Will Help People. Bread at Just Two Lei and Big Discounts in "Merisor" Shops Starting With Monday, Announces Ilan Shor », site officiel du parti Shor, 21 juillet 2022, disponible sur : <https://partidulsor.md>.

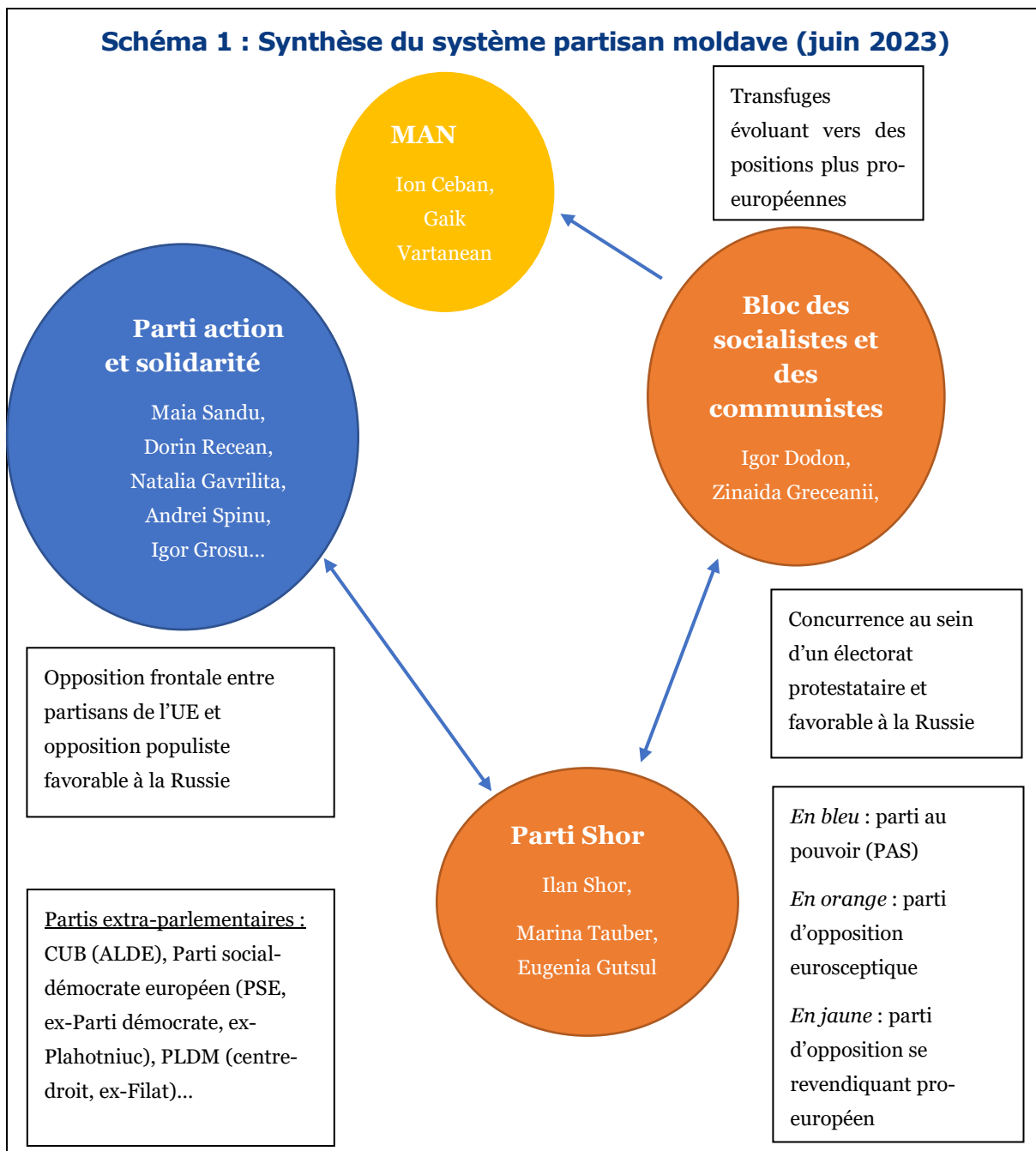
principal oligarque du pays a changé le positionnement de ce parti, renforçant sa capacité à avoir accès aux ressources. À la suite de la crise de 2019, le parti s'est lui-même scindé en deux lorsqu'une alliance a émergé avec le Parti des socialistes : une quinzaine de députés a choisi de rester en dehors de cette alliance en créant le parti « pro Moldova » (lancé par l'ancien président du Parlement, Andrian Candu). Après l'exil de Plahotniuc et face à l'incapacité de gagner des sièges aux législatives de juillet 2021, le Parti démocrate de Moldavie entre dans un nouveau processus de reconstruction, pour se renommer *Partidul Social Democrat European*, ou Parti social-démocrate européen. Le parti, dorénavant dirigé par Ion Sula, entretient des liens étroits avec son homologue roumain, le Parti social-démocrate. Cette proximité s'est notamment manifestée au moment où la présidence de l'Institut culturel roumain a été confiée à l'ancienne présidente du parti et ancienne ministre de la Culture, Monica Babuc.

Créé plus récemment, le parti « Mouvement alternatif national » (*Mișcarea Alternativa Națională* ou MAN) est en réalité une organisation encore très largement embryonnaire<sup>38</sup>. Il est construit autour de la personnalité du maire de Chisinau, Ion Ceban<sup>39</sup>, considéré comme un bon gestionnaire et candidat favori à sa propre succession aux municipales. Il avait été auparavant membre du Parti des communistes, puis du Parti des socialistes, avant de s'en éloigner pour affirmer une orientation plus pro-européenne, incarnant un positionnement revendiqué de centre-gauche. L'objectif est d'attirer un électorat favorable au rapprochement avec l'UE, mais pas nécessairement au PAS. Le succès de ce parti dépendra à court terme de la réélection possible d'Ion Ceban à la tête de Chisinau en octobre 2023, et à moyen terme d'un rapprochement avec d'autres leaders, comme l'ancien Premier ministre Ion Chicu (novembre 2019-décembre 2020) ou la Bashkan de Gagaouzie Irina Vlah (2015-2023).

---

38. « Socialist Gaik Vartanean Leaves Psm. The Party Asks Him to Hand in His Parliamentary Mandate », *Ziarul de Garda*, 19 décembre 2022, disponible sur : [www.zdg.md](http://www.zdg.md).

39. Ion Ceban, né en 1980, est un homme politique moldave, maire de Chisinau depuis 2019. Il avait également été auparavant vice-président du Parlement en 2019.



# Prospective : trois scénarios d'évolution du système politique moldave

En s'appuyant sur le panorama actuel et les différentes tendances politiques à l'œuvre, le système politique moldave est susceptible d'évoluer dans plusieurs directions. La méthode des scénarios permet ici, de manière synthétique, de simuler une suite d'événements conduisant un système à une situation future, rendant accessible une cartographie des possibles. Les trois prochaines élections, les municipales de l'automne 2023, la présidentielle de 2024 et les législatives de 2025 permettront d'en savoir davantage sur la transformation européenne effective du pays, ainsi que sur le niveau de confiance politique du pays.

## Continuité : un second mandat de Maïa Sandu

En dépit de nombreux défis à la fois internes et externes, l'opinion publique moldave confirme le choix opéré en 2020 de suivre Maia Sandu. Derrière une leader incontestée dans son camp, dotée d'un programme clair de transformation de la Moldavie en interne, la majorité du PAS peut continuer à impulser un rythme de réformes structurelles, notamment grâce à un soutien politique, technique et financier des partenaires occidentaux à l'objectif européen du gouvernement. Grâce à une « stratcom » efficace, le gouvernement a été en mesure d'améliorer son image, sa persuasion et sa capacité de mobilisation de la société.

Après Natalia Gavrilita, une Première ministre avec un profil de technocrate, et un Premier ministre de combat, Dorin Recean, Maia Sandu peut opter pour un nouveau profil doté d'une expertise en lien avec les réformes intérieures à mener. L'un des enjeux de la campagne de 2024 consiste bien évidemment à la réforme de la justice, qui apparaît compliquée à bien des égards. Parmi les autres priorités, il est probablement nécessaire de reformer la gouvernance territoriale en passant des *raions* aux *judets*, permettant de disposer de régions plus

actives dans la mise en place de politiques publiques adaptées. La taille limitée des 32 *raions* actuels, dont certains représentent moins de 5 000 personnes, n'est pas optimale, ni sur un plan économique, ni sur un plan politique<sup>40</sup>. Pour mener à bien cette réforme, il faudra certainement passer outre la résistance des élites locales et de l'opposition, prendre en compte les vulnérabilités sociales et financières ainsi que faire preuve de fortes qualités de coordination et de planification. Ces nouvelles régions, plus consistantes, offrent également de nouvelles opportunités de coopérations décentralisées avec les partenaires européens.

## Rupture : le renversement des pro-européens

Si le mouvement vers l'Europe impulsé par Maia Sandu reste populaire, les conséquences de la guerre en Ukraine, notamment économiques, ont eu raison de la popularité de son parti et de la présidente. Son mouvement est désavoué lors des élections municipales de l'automne 2023, où le PAS n'a été en mesure que de gagner dans très peu de villes.

Les autorités russes, en lien avec différents groupes oligarchiques, n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire dérailler le projet européen de Maia Sandu. En dépit de la promulgation en juin 2022 d'une loi sur la sécurité de l'information, qui a interdit la diffusion d'informations télévisées russes en Moldavie, ainsi que de l'action du service de renseignement et de la sécurité contre les sites pro-russes, les narratifs russes progressent dans l'opinion, portés notamment par les réseaux sociaux (Telegram). Derrière l'inflation, les opposants retrouvent une capacité de mobilisation dans les urnes contre le pouvoir en place, scellant un divorce entre le vote de la diaspora largement acquis à Maia Sandu et le reste du pays. Le camp européen, lui, est plus divisé. La corruption avérée d'un membre éminent du PAS contribue à décrédibiliser une équipe parmi les plus compétentes et honnêtes de l'histoire de la Moldavie, mais à laquelle l'erreur est moins permise qu'à d'autres, du fait de sa double promesse initiale de probité et d'efficacité. Le soupçon a été entretenu par l'oligarque Plahotniuc, qui garde des *kompromat* (matériel compromettant destiné à exercer un

---

40. La perspective de résolution du conflit transnistrien doit s'accompagner d'une réforme de la gouvernance de ce territoire : plutôt qu'un bloc homogène, il conviendrait d'intégrer le territoire de la rive gauche du Dniestr en 2, 3 ou 4 judets entre le Nord, le Sud et la ville de Tiraspol. Pour l'heure, le statut final de la Transnistrie n'a pas été déterminé.

chantage).<sup>41</sup> Faute d'avoir pu compter sur l'instauration de contre-pouvoirs au sein du PAS, le parti s'est affaibli faute de pouvoir se renouveler.

Alors que le PAS a pu occuper la totalité de ce segment lors des législatives de 2021, une droite plus unioniste et un centre-gauche plus attractif tendent à priver le PAS d'une partie de l'électorat. Au second tour, dans un contexte de polarisation renforcée et de tension avec la Russie et l'Ukraine (par exemple sur la question de l'exportation des céréales ukrainiennes), la coalition des mécontents conduit Maia Sandu à reconnaître une défaite, faute d'avoir su élargir sa base, à droite et au centre.

## **Instabilité : cohabitation forcée entre Maia Sandu et une opposition renforcée**

Le capital politique du PAS, entamé par un mandat compliqué, permet tout juste de conserver son poste de présidente. Toutefois, elle n'est pas en mesure d'obtenir une majorité au Parlement pour soutenir son programme de transformation, tout en restant un parti incontournable pour toute coalition : sur certains projets, le PAS doit négocier avec le MAN et le bloc socialistes et communistes, là où l'opposition du parti Shor est irréductible et déterminée. Cette situation ressemble à l'alliance éphémère entre le PAS et le parti des socialistes entre juin et novembre 2019.

Parmi les lignes de fractures accrues de l'opinion publique se trouve, pour la première fois depuis plusieurs décennies, la Transnistrie. Les pro-européens font remarquer que l'entité commerce aujourd'hui davantage avec l'Europe qu'avec la Russie, rendant crédible une perspective de résolution du conflit. *A contrario*, une partie de l'opinion, comme lors du référendum chypriote en 2004, ne souhaite pas intégrer la Transnistrie, la considérant comme un fardeau détournant la Moldavie de son objectif européen. Quant aux pro-russes, ils entendent s'abstenir de toute forme de provocation vis-à-vis de Moscou, et entendent donner une large place à Tiraspol pour maximiser l'influence russe en Moldavie. La gestion de ces attentes politiques contradictoires rend plus difficile le travail du gouvernement, dans un contexte d'impatience croissante de l'opinion publique vis-à-vis de l'UE déjà observé dans les Balkans occidentaux.

---

41. Voir les propos attribués à Vlad Plahotniuc : « il n'est pas important que le diable soit noir si les ailes des anges ne sont pas pures ». Entretien avec le responsable de programmation d'un *think tank* moldave, Chisinau, avril 2023.



L'action réformatrice est donc largement entravée, notamment sur des sujets sensibles comme la réforme judiciaire, et la situation politique est caractérisée par une forte instabilité, des gouvernements et des votes à l'Assemblée nationale. La situation énergétique est l'objet de nombreuses controverses. La présidente Sandu ne peut s'appuyer sur le Parlement comme lors de son premier mandat, et doit à la fois conduire un travail de conviction auprès des députés, en appeler à l'aide de ses partenaires internationaux, ainsi que se servir de la menace d'une dissolution pour discipliner le Parlement et tenter d'œuvrer pour une réconciliation des Moldaves.

# Conclusion

Si Maia Sandu était arrivée à la présidence avec un agenda de transformation interne profonde du pays, la guerre en Ukraine a bouleversé ses plans et constitué un séisme géopolitique, ses conséquences économiques se faisant profondément sentir.

Dans ce contexte, le gouvernement moldave a opté pour un rapprochement européen clair, avec une activité diplomatique jamais observée depuis l'indépendance. La grande manifestation pro-européenne du 21 mai 2023, rassemblant près de 80 000 personnes à Chisinau, témoigne de la capacité de mobilisation du pouvoir. L'envoi d'une mission de partenariat de l'UE en République de Moldavie (EUMP Moldova), annoncée en avril 2023, l'adoption de sanctions au niveau européen contre des oligarques moldaves ou encore la tenue du sommet de la Communauté politique européenne à Chisinau les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2023 montrent que l'intérêt de l'UE n'a également jamais été aussi fort. Parallèlement, la relation avec la Russie s'est considérablement dégradée, au niveau politique (interdiction d'accès au territoire de responsables russes, à commencer par Vladimir Poutine lui-même) comme au niveau institutionnel (sortie effective de la Communauté des États indépendants).

Si l'on insiste beaucoup, à juste titre, sur les déterminants géopolitiques des transformations européennes de la Moldavie, une attention centrée sur les évolutions internes montre des dynamiques contrastées<sup>42</sup>. Face aux oppositions internes et aux menaces hybrides, le chemin européen de la présidente Sandu est définitivement engagé mais peut encore connaître des reflux, d'autant qu'elle doit performer dans ce contexte politique avec un appareil d'État aux capacités administratives limitées (cadres intermédiaires dans le secteur technologique, justice). Le soutien des Européens maintenant n'en est que plus nécessaire pour éviter que ce pays ne retombe dans ses travers dans un contexte régional considérablement dégradé.

---

42. Le baromètre iDATA d'avril 2023 illustre bien ces divisions internes : si 57,4 % des personnes interrogées sont favorables à l'intégration européenne, seuls 26,1 % sont favorables à une intégration au sein de l'OTAN. À titre de comparaison, 32 % sont pour le rétablissement de l'URSS, chiffre en augmentation ces derniers mois.

# Les dernières publications de *Russie.Eurasie.Visions*

- M. Laruelle, « [La Russie en guerre et le monde musulman](#) », n° 127, Ifri, janvier 2023.
- D. Minic, « [Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ?](#) », n° 126, Ifri, mars 2022.
- D. Minic « [Invasion russe de l'Ukraine : une rupture politico-stratégique ?](#) », n° 126, Ifri, mars 2022.
- M. Laruelle, « [L'Islam de Russie. Équilibrer sécurisation et intégration](#) », n° 125, Ifri, décembre 2021.
- S. Sukhankin, « [Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ?](#) », n° 124, Ifri, septembre 2021.
- V. Inozemtsev, « [Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ?](#) », n° 123, Ifri, août 2021.
- M. Laruelle, « [Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence](#) », n° 122, Ifri, avril 2021.
- B. Lo, « [La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation](#) », n° 121, Ifri, mars 2021.
- S. Sukhankin, « [Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences](#) », n° 120, Ifri, septembre 2020.
- A. Piatakov, « [La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile](#) », n° 119, Ifri, juillet 2020.
- P. Baev, « [Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine](#) », n° 118, Ifri, juin 2020.
- M. Laruelle, « [La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites](#) », n° 117, Ifri, mars 2020.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : [souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org).



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)